

Maisons-Alfort, le 11 mai 2006

LA DIRECTRICE GENERALE

AVIS

de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments sur la réévaluation des risques relatifs au virus *Influenza* aviaire hautement pathogène H5N1, au vu des données épidémiologiques nationales et internationales disponibles, sur l'actualisation des recommandations précédemment émises et sur l'opportunité du maintien ou non de certaines mesures

Rappel de la saisine

L'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) a été saisie le 27 avril 2006 conjointement par le Ministère de l'agriculture et de la pêche et le Ministère de la santé et de la solidarité sur la réévaluation des risques relatifs au virus *Influenza* aviaire hautement pathogène, au vu des données épidémiologiques nationales et internationales disponibles, et sur l'actualisation des recommandations précédemment émises.

L'Agence a examiné les trois points suivants :

- L'analyse des données disponibles aux niveaux national et international sur l'épidémiologie de l'*Influenza* aviaire dans l'avifaune sauvage et domestique,
- La réévaluation des risques d'exposition au virus *Influenza* H5N1 HP à partir de l'avifaune sauvage et de diffusion de ce virus parmi le cheptel avicole domestique,
- L'actualisation des recommandations précédemment émises et l'analyse de l'opportunité du maintien ou non de certaines mesures réglementaires.

Le cas particulier des concours de pigeons voyageurs fera l'objet d'un examen spécifique dans un avis ultérieur.

Avis du groupe d'expertise collective d'urgence « *Influenza* aviaire »

Le groupe d'expertise collective d'urgence « *Influenza* aviaire », réuni le 04 mai 2006, et le 05 mai 2006 par moyens télématiques, formule l'avis suivant :

« Contexte »

- *Dans l'Union européenne (UE), plusieurs centaines de foyers d'Influenza aviaire H5N1 hautement pathogène d'origine asiatique ont été identifiés et confirmés chez différentes espèces d'oiseaux sauvages, essentiellement des oiseaux d'eau depuis la mi-février. La présence du virus a également été confirmée chez quelques oiseaux de proie (buse, épervier, faucon). En outre, trois foyers dans l'avifaune domestique ont été identifiés dans trois pays (France, Allemagne, Suède) ayant précédemment déclaré des foyers dans l'avifaune sauvage. Des foyers ont également été confirmés depuis début février dans sept pays d'Afrique ; ils concernent essentiellement des volailles et quelques rares oiseaux sauvages. La plupart des pays de l'Union européenne qui ont été contaminés l'ont été pendant l'hiver (12 sur 13 pays atteints) mais on note actuellement une diminution*

à la fois du nombre de nouveaux pays contaminés (un seul pays depuis le printemps) et du nombre de cas déclarés.

- En France, depuis l'identification du premier cas d'Influenza aviaire H5N1HP le 14 février 2006 à Joyeux dans l'Ain sur trois fuligules milouin, 36 cas semblables (impliquant au moins 36 et au plus 58 oiseaux sauvages) ont été identifiés dans l'avifaune sauvage dans la région de la Dombes (partie sud-ouest du département de l'Ain). Seuls quatre autres cas ont été identifiés en dehors de cette région dans l'Ain, d'une part, sur un fuligule milouin trouvé mort à Bouvent (proximité du cours de l'Ain) et confirmé le 22 février, d'autre part sur un fuligule morillon trouvé mort à Preveessin-Moens, confirmé le 05 mars, et un grèbe huppé trouvé mort à Divonne-les-bains (tous deux près de la frontière suisse) confirmé le 20 mars, d'autre part, sur un cygne tuberculé trouvé mort à Saint-Mitre-les-Remparts dans les Bouches-du-Rhône et confirmé le 05 mars dernier.
- Dans l'avifaune sauvage de la Dombes, les trois derniers cas identifiés (confirmés le 25 avril 2006) l'ont été sur des cygnes tuberculés trouvés morts le 18 avril au cœur de la zone de protection définie conformément aux arrêtés du 18 février 2006 (modifié par l'arrêté du 24 février 2006) et du 08 juin 1994 (modifié par les arrêtés du 10 septembre 2001 et du 14 octobre 2005). Par contre, depuis l'isolement du virus Influenza aviaire H5N1HP chez un cygne tuberculé trouvé mort dans les Bouches-du-Rhône, aucun nouveau foyer dans l'avifaune sauvage n'a été décelé dans ce dernier département. Ainsi, la persistance, depuis plusieurs semaines, de foyers ponctuels dans l'avifaune sauvage, telle qu'on la constate en Europe et en France, peut suggérer l'installation durable du virus Influenza aviaire hautement pathogène au sein des populations d'oiseaux sauvages dans certains biotopes particuliers.
- Par ailleurs, un cas d'Influenza aviaire H5N1 HP, resté unique, a été identifié dans un élevage de dindes à Versailleux (Ain) le 24 février 2006. Par contre, aucun nouveau cas n'a été identifié chez des oiseaux domestiques élevés dans la Dombes, démontrant l'efficacité des mesures de contrôle et de prévention mises en œuvre pour la protection des élevages de volailles. Cependant, pour des raisons de bien-être animal et de maintien de la production, certaines mesures, comme le confinement, ne peuvent pas être prolongées sur le long terme. Comme prévu dans les précédents avis, une réévaluation de la pertinence de ces mesures au vu du contexte épidémiologique actuel, en particulier la situation de l'avifaune sauvage migratrice venant d'Afrique, permettra d'affiner en conséquence les recommandations visant à la protection des élevages.

Méthode d'expertise

L'expertise collective a été effectuée par le GECU « Influenza aviaire » réuni le 4 mai 2006, et par moyens télématiques le 5 mai 2006.

L'expertise a été conduite sur la base des documents suivants :

- les avis de l'Afssa sur l'Influenza aviaire (notamment les avis 2005-SA-0258 du 25 août 2005, 2005-SA-0258 vaccination du 03 novembre 2005, 2005-SA-0318 du 18 octobre 2005, 2005-SA-0323 du 21 octobre 2005, 2006-SA-0053 du 14 février et 2006-SA-0076 du 16 mars ;
- les rapports de notification de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) concernant les foyers d'influenza aviaire hautement pathogènes confirmés au 4 mai 2006 ;
- les dépêches Promed faisant état des foyers d'Influenza aviaire hautement pathogènes non encore notifiés sur le site internet de l'OIE (au 4 mai 2006) ;

- la décision 2006/115/CE de la Commission du 17 février 2006 concernant certaines mesures de protection relatives à l'Influenza aviaire hautement pathogène chez les oiseaux sauvages dans la Communauté ;
- l'arrêté ministériel du 18 février 2006 fixant des mesures techniques et administratives applicables lors d'une suspicion ou d'une confirmation d'Influenza aviaire hautement pathogène chez des oiseaux vivant à l'état sauvage et sa modification par l'arrêté du 24 février 2006 ;
- l'arrêté ministériel du 24 octobre 2005 relatif à des mesures de protection des oiseaux vis-à-vis de l'Influenza aviaire et ses modifications successives (arrêtés des 27 octobre, 29 novembre, 13 décembre 2005 et des 19 janvier, 16 février, 24 février et 03 mars 2006) ;
- l'arrêté ministériel du 24 février 2006 relatif au recensement des oiseaux détenus par toute personne physique ou morale en vue de la prévention et de la lutte contre l'Influenza aviaire ;
- le rapport AFSSA/ONCFS du 29 mars 2006 relatif à la mission effectuée dans la Dombes du 20 au 24 mars 2006.

Questions posées

Il s'agit :

- d'analyser les éléments d'information disponibles depuis les précédentes saisines, afin de déterminer s'ils permettent de proposer une adaptation fine des différentes mesures recommandées dans les avis précédents,
- de réexaminer, au regard de l'évolution de la situation épidémiologique, la pertinence du maintien ou de la levée totale ou partielle de certaines mesures réglementaires, telles que le confinement des élevages ou l'interdiction des rassemblements d'oiseaux, en cherchant à expliquer la situation singulière de la Dombes.

Argumentaire

- 1. De l'évolution du risque Influenza aviaire en France au regard des données épidémiologiques nationales et internationales disponibles à ce jour :**
 - Lors des évaluations de risque conduites par l'Afssa et rapportées dans ces avis, notamment ceux du 16 mars 2006 (2006-SA-0076) et du 23 mars 2006 (2006-SA-0087), trois origines essentielles ont été identifiées quant au risque de développement de l'Influenza aviaire dans notre pays :
 - l'introduction au cours de déplacements non migratoires de l'avifaune sauvage venant d'Europe de l'Est ; c'est la source la plus vraisemblable des premiers cas observés dans l'avifaune de la Dombes, comme dans de nombreuses autres régions de l'Union Européenne, suite à la période de froid intense ayant sévi dans le Nord-est européen en janvier et début février,
 - l'introduction au cours des migrations printanières d'oiseaux de retour d'Afrique, sans qu'à ce jour, ni en France ni en Europe, ce risque ne se soit matérialisé,
 - la pérennisation de l'infection au sein d'une zone ou d'une région dont le biotope et la biocénose seraient particulièrement favorables à la persistance du virus dans le milieu physique ou des espèces de l'avifaune sensible.
 - Au 5 mai 2006, il peut être constaté, aussi bien en France que dans l'Union Européenne, que :

- d'une part, la première source d'introduction est maintenant tarie, compte tenu de déplacements non migratoires s'effectuant désormais vers le Nord et l'Est de l'Europe ;
- d'autre part, pour la deuxième source possible, près de 100% des anatidés migrateurs et 95% des autres migrateurs en provenance d'Afrique ont traversé notre pays et l'Europe occidentale, sans qu'aucune introduction d'Influenza aviaire H5N1 HP n'ait été décelée, notamment dans les zones plus particulièrement à risque identifiées dans l'arrêté du 24 octobre 2005 et ses modifications successives. Cette constatation est cohérente avec les données disponibles sur la situation en Afrique où les foyers d'Influenza aviaire H5N1 HP sont essentiellement identifiés dans des élevages de volailles ;
- par contre, dans la région de la Dombes, les résultats de la surveillance sanitaire de l'avifaune sauvage ont permis de caractériser une persistance de l'infection à H5N1 HP se traduisant par des mortalités spécifiques régulièrement observées chez des espèces sensibles de l'avifaune sauvage (cygne tuberculé essentiellement, canard, fuligule milouin, fuligule morillon, héron, oie bernache, buse).

2. De la situation singulière de la Dombes comme source de risque autochtone :

La Dombes constitue donc une zone où se maintient le virus Influenza H5N1 HP depuis plus de deux mois. C'est une zone très particulière, qui peut être considérée, pour notre pays, comme la source potentielle principale de virus Influenza H5N1 HP pendant toute la période à venir, précédant le début des migrations automnales.

Si l'augmentation progressive de la température ambiante, induisant en particulier le réchauffement de l'eau des étangs, permet d'espérer une diminution significative des titres viraux dans le biotope, la possibilité d'une persistance et de la transmission du virus Influenza H5N1 HP chez des espèces de l'avifaune sauvage sensibles ou réceptives ne peut être écartée, même si celle-ci restera probablement limitée.

En effet, comme il a déjà été indiqué dans un avis précédent (2006-SA-0076 du 16 mars 2006) : « Par ailleurs, le « Groupe d'expertise collective d'urgence » estime que les mesures édictées dans les zones de protection et de surveillance délimitées autour des foyers constatés dans l'avifaune, dont les durées de mise en oeuvre (respectivement de 21 jours et de 31 jours) ont été calculées sur celles définies pour les foyers constatés dans l'avifaune domestique, devraient être adaptées en fonction de l'analyse précise de la situation épidémiologique locale, notamment au regard de l'importance de la mortalité de l'avifaune sauvage, et, en ce qui concerne les mesures d'épidémiologie, devraient être prorogées pendant une période suffisamment longue pour prendre en compte le caractère diffus et beaucoup plus persistant du risque (survie durable du virus dans l'environnement du fait d'une impossibilité de désinfection). »

Seule une surveillance sanitaire adaptée permettra de suivre l'évolution de la situation dans les mois qui suivent.

3. Des conséquences de cette évaluation sur la pertinence du maintien ou de la levée totale ou partielle de certaines mesures réglementaires telles que le confinement des élevages ou l'interdiction des rassemblements d'oiseaux :

- Compte-tenu des analyses précédentes, et jusqu'à la fin de la période à venir, précédant le début des migrations automnales, l'analyse du risque d'infection des oiseaux présents sur le territoire national conduit à considérer que sur l'ensemble du territoire national hormis la zone de la Dombes, le risque peut être considéré comme négligeable et qu'il est donc possible de lever les mesures de confinement

qui y sont appliquées depuis le 16 février 2006 (arrêté du 24 octobre 2005 et ses modifications). En corollaire, la vaccination proposée en alternative au confinement dans les départements des Landes, de la Loire-Atlantique et de la Vendée pour les canards et les oies peut être suspendue.

- Dans la région de la Dombes, les zones de protection et de surveillance actuellement identifiées devraient pouvoir être maintenues sous le statut de zones de surveillance, au delà de la limite temporelle indiquée dans les articles 9 et 10 de l'arrêté du 18 février 2006 (modifié par l'arrêté du 24 février 2006), dans les conditions proposées dans l'avis 2006-SA-0142 de l'Afssa du 11 mai 2006, afin, d'une part, de limiter, le risque de contamination des élevages situés à l'intérieur de ces zones, et, d'autre part, de garantir la sécurité sanitaire du restant du territoire national vis-à-vis d'une possibilité de dissémination du virus Influenza H5N1 HP en provenance de la Dombes. Ce maintien est proposé lorsqu'est constatée l'existence de plus d'un foyer dans l'avifaune sauvage dans un même département. Dans ce cas, la date de levée des mesures devrait être déterminée à l'issue d'une analyse précise de la situation épidémiologique locale reposant notamment sur les résultats issus d'une surveillance continue et intensive de la faune sauvage et sur les données météorologiques pouvant influencer la durée de survie du virus dans l'environnement, notamment dans l'eau.

Enfin, en ce qui concerne les autres parties de la Dombes qui ne sont plus actuellement en zones de protection ou de surveillance, mais qui l'ont été depuis la découverte du premier cas, les oiseaux domestiques qui y sont entretenus devraient rester confinés en raison des possibilités de déplacements d'oiseaux entre les zones nouvellement et anciennement infectées qui appartiennent à un biotope commun. Les modalités de levée du confinement devraient être déterminées à l'issue d'une analyse précise de la situation épidémiologique locale basée sur les résultats de la surveillance continue et intensive de l'avifaune sauvage, notamment des mortalités.

- En ce qui concerne les rassemblements d'oiseaux, le même raisonnement que ci-dessus peut être suivi : levée de leur interdiction sur l'ensemble du territoire national hormis la Dombes (et bien entendu pour les oiseaux en provenant) (conformément à l'alinéa 1, e, de l'article 10 de l'arrêté du 18 février 2006 modifié). Dans la Dombes, les rassemblements ne devraient être de nouveau autorisés qu'après la levée des mesures réglementaires justifiée par une analyse précise de la situation épidémiologique locale. D'autre part, pour les zones qui ne sont plus actuellement en zones de protection ou de surveillance, mais qui l'ont été, l'autorisation de rassemblements devrait être assujettie aux mêmes conditions que la levée du confinement.

Conclusions et recommandations

- 1- L'analyse du risque de (ré)introduction du virus Influenza H5N1 HP par l'avifaune sauvage, en provenance d'Afrique ou du Nord-est de l'Europe sur le territoire national montre que celui-ci peut être considéré comme nul à négligeable au 05 mai 2006 et pendant toute la période précédant le début des migrations automnales.
- 2- Dans ce contexte, la seule source possible de virus Influenza H5N1 HP est autochtone et localisée dans la Dombes où le virus a été régulièrement identifié dans l'avifaune sauvage du 13 février au 18 avril 2006.
- 3- A l'issue de l'analyse précédente, afin d'éviter l'apparition d'un foyer en élevage dans la Dombes et de protéger le restant du territoire national d'une possible contamination à partir de cette zone, il est nécessaire de maintenir, dans les conditions proposées dans l'avis de l'Afssa 2006-SA-0142 en date du 11 mai 2006, sous le statut de zone de surveillance les

zones actuellement identifiées comme zones de protection et de surveillance dans la Dombes.

- 4- *Dans ces conditions et compte-tenu de l'absence pour le territoire national d'autre risque significatif prévisible d'origine exogène pendant la période à venir, précédant le début des migrations automnales, il est possible de lever les mesures de confinement appliquées depuis le 16 février 2006, et la vaccination proposée en alternative au confinement, ainsi que celles concernant l'interdiction de rassemblements d'oiseaux sur l'ensemble du territoire national, hormis dans les zones actuellement et antérieurement identifiées comme zones de protection et de surveillance dans la région de la Dombes.*
- 5- *Ces recommandations demeurent temporaires et devront être revues en fonction de l'évolution de la situation et, en tout état de cause en fin d'été, afin d'anticiper sur les migrations automnales.*

Mots clés

Influenza aviaire, avifaune sauvage, avifaune domestique, mesures de protection, confinement»

Avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments

Tels sont les éléments d'analyse que l'Afssa est en mesure de fournir en réponse à la saisine du 27 avril 2006 concernant la réévaluation des risques relatifs au virus *Influenza* aviaire hautement pathogène, au vu des données épidémiologiques nationales et internationales disponibles, et sur l'actualisation des recommandations précédemment émises.

Pascale BRIAND